

NOTE DE SERVICE

N° 98-067-M0 du 24 avril 1998

NOR : BUD R 98 00067 N

Texte publié au BOCP

NOTIFICATION D'UNE LETTRE DÉPERSONNALISÉE

ANALYSE

Contrats d'affacturage sur marchés publics et production de l'exemplaire unique.

Date d'application : 24/04/1998

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ ; SERVICES MÉDICO-SOCIAUX ; AFFACTURAGE ; MARCHÉ PUBLIC ; CESSIION ; CRÉANCE ; SUBROGATION

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPGR	TPG	DOM	TGAP	RF	T						

DIFFUSION

GT 58

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction D - Bureaux D2-D3

**DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ
PUBLIQUE**

PARIS, LE 6 JANVIER 1998

BUREAU D2

139, rue de Bercy

TÉLÉDOC : **685**

75572 PARIS CEDEX 12

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

N° : 468

à

MONSIEUR LE TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL

Affaire suivie par
Françoise SABADIE-BOURGOIN

Tél. : **01 40 24 84 16**

Fax : **01 43 47 54 21**

Service des collectivités locales

OBJET : Contrats d'affacturage sur marchés publics et production de l'exemplaire unique.

RÉFÉRENCE : Votre courrier du 14 novembre 1997.

Par courrier visé en référence, vous me demandez si le comptable doit détenir l'exemplaire unique d'un marché qui fait l'objet d'une convention d'affacturage pour procéder aux paiements y afférents.

L'étude de ce dossier appelle, de ma part, les observations suivantes.

L'affacturage met en présence trois intervenants :

- le factor qui devient le créancier subrogé;
- le fournisseur, appelé aussi créancier subrogeant;
- et le client du fournisseur qui est le débiteur cédé.

Aux termes d'une convention cadre, le fournisseur, dit l'adhérent, s'engage à transférer, en pleine propriété, au factor, contre paiement, l'ensemble des créances dont il dispose sur des tiers débiteurs et à notifier ce transfert à ces derniers. Le fournisseur doit alors indiquer sur chaque facture que seul un paiement au factor est désormais libératoire.

Pour le transfert effectif de chaque créance, le factor peut alors avoir recours soit à la cession de créance, soit à la subrogation conventionnelle prévue aux articles 1249 à 1251 du code civil, qui entraîne transfert en pleine propriété de tous les droits du créancier au subrogé. Dans la pratique, le dernier procédé est le plus utilisé et répond au mécanisme suivant.

Le fournisseur adresse au factor un bordereau signé qui accompagne et récapitule une série de factures. Le factor se réserve le droit, par contrat, d'approuver ou de rejeter chaque facture. Le fournisseur lui délivre une quittance subrogative correspondant au montant des factures réglées.

La subrogation est opposable au tiers cédé (ou débiteur cédé) dès qu'elle lui est notifiée par l'inscription d'une clause dans le corps même de la facture alors que le contrat d'affacturage ne constitue qu'une promesse de subrogation.

Aussi, une convention d'affacturage prévue dans un marché public ne constitue pas en soi une subrogation. En effet, le factor, pour recouvrer la créance, pourra utiliser la cession Dailly ou la subrogation.

Dans le cas d'une cession Dailly, elle sera notifiée au comptable conformément au droit commun (cf. l'instruction 86-60 B1-MO-M9 du 13 mai 1986).

Si le factor choisit la subrogation comme moyen de recouvrement de sa créance, seule la mention subrogative inscrite sur chaque demande de paiement autorise le comptable public à délivrer le paiement entre les mains du factor. Dans ce cas, la production de l'exemplaire unique, prévue pour les nantissements et les cessions, ne constitue pas, en droit, une pièce justificative de paiement.

En pratique, la mention d'une convention d'affacturage dans le corps du marché constitue une garantie supplémentaire pour éviter un conflit d'opposition dans la mesure où cette information devrait dissuader un éventuel cessionnaire.

Toutefois, si un conflit d'opposition survenait, le comptable devrait alors exiger, avant tout paiement, la quittance subrogative et comparer la date de subrogation y figurant avec la date d'effet de l'opposition. La date de la quittance subrogative indique, en effet, la date de transfert de propriété entre le fournisseur et le factor.

A titre d'exemple, si la date de la quittance subrogative est antérieure à une cession loi Dailly, le comptable effectuera le paiement au factor. Dans le cas inverse, le comptable désintéressera le cessionnaire quelle que soit la date de signature de la convention d'affacturage.

Je vous remercie de bien vouloir transmettre ces éléments d'informations au(x) comptable(s) concerné(s).

LE SOUS DIRECTEUR
CHARGÉ DE LA SOUS DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL